

Burundi : un nouveau gouvernement controversé

RFI, 29/06/2020 La désignation des membres du nouveau gouvernement burundais crée des remous, un gouvernement resserré qui passe de 21 à 15 membres pour un pays qui fait face à une crise économique. Bujumbura assure qu'il s'agit d'un gouvernement de technocrates mais quelques noms inquiètent les défenseurs des droits de l'homme.

C'est le cas notamment de celui du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, sous sanctions internationales dont le nom serait cité dans les enquêtes de la Cour pénale internationale. Du côté de Bujumbura, on insiste sur la compétence des membres de ce gouvernement restreint et sur leur représentativité, quand il n'y a qu'un seul ministre qui est tenu par un autre parti politique que le CNDD-FDD. Mais il y a, en outre, deux magistrats, un policier, un membre de la société civile et même une femme de l'ethnie Twa, une première. On indique également qu'il y a des connaisseurs de leurs dossiers comme le nouveau ministre des Affaires étrangères qui, souligne-t-on, s'est fait un nom comme ambassadeur à New York, dans une période très difficile. Mais ce casting inquiète la société civile. « Le Collectif des avocats des victimes et parties civiles n'entend pas se prononcer sur le choix politique. Il peut cependant constater que nombre de membres du gouvernement nouvellement nommés ont été cités dans le cadre des enquêtes menées par la CPI. Si des mandats d'arrêt sont émis, il faudra en assurer l'exécution », a déclaré Maître Niyongere, coordonnateur d'un collectif d'avocats de victimes de la répression au Burundi. Pour Carina Tersakian, de l'Initiative pour les droits humains au Burundi, l'un des points les plus sombres est la présence à la tête du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique du Général Gervais Ndirakobuca, sous sanctions internationales. « Gervais Ndirakobuca c'est quelqu'un qui a participé à de très graves violations de droits humains, notamment depuis le début de la crise au Burundi, en 2015 », a-t-elle souligné. Pour Bujumbura, ces sanctions contre des officiels burundais sont injustes comme injustifiées. Le pays avait claqué la porte de la CPI juste avant l'annonce publique de l'ouverture de l'enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});